

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :
www.multimania.com/zone5

23 avril 2000
N°90

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

LA HAINE DES KEUFS ?

Trois nuits d'émeutes dans plusieurs quartiers de Lille ont suivi le meurtre d'un jeune des cités de Lille-Sud, Riad Hamlaoui, abattu par un policier, d'une balle dans la nuque, à bord d'une voiture que la police dit volée.

Une bavure de plus dans une série tragique. Il y avait eu en décembre 1997, Abdelkader Bouziane, 16 ans (balle dans la tête à Fontainebleau après qu'il ait forcé un barrage selon la police), en novembre 1998, Sydney Manoka Nzeza, 25 ans (embarqué pour avoir heurté le rétroviseur d'un policier et retrouvé la cage thoracique enfoncée dans une cellule du commissariat de Lille), Habib 17 ans, tué à Toulouse 13 décembre 1998 (vol de voiture), en septembre 1999, Farad Boukhalfa (balle dans la tête après une course poursuite à Corneilles-en-Parisis). Et la liste n'est pas complète !

AbdelKader, Sydney, Habib, Farad, Riad, les prénoms des jeunes abattus disent leur origine et en partie pourquoi ils sont morts. Le racisme existe parmi les policiers. Pas plus qu'ailleurs ? Admettons, sauf qu'ailleurs les abrutis racistes n'ont pas une matraque et un flingue pour « s'exprimer » et la solidarité de leurs collègues et de leur hiérarchie en cas de bavure ! Amnesty international, la Ligue des Droits de l'Homme, le Parlement européen se sont inquiétés publiquement de ce que certains policiers français ont la gâchette trop facile et la matraque trop lourde quand la tête du jeune qu'ils interpellent n'est pas purement gauloise.

Et puis, il y a tout le reste, ces dizaines ou ces centaines d'incidents qui, heureusement, ne vont pas jusqu'au meurtre. Les rodéos des BAC, sirène hurlante, les contrôles d'identité à répétition, les mains au mur, jambes écartées, les palpations humiliantes, les allusions "fines" à l'origine du « suspect ». Et au premier mot ou au premier geste, les violences avec, parfois, en prime les condamnations à des mois de prison pour les victimes. Ces faits sont minoritaires ? Peut-être, sans doute, on l'espère. Tous les policiers ne sont pas des cow-boys racistes ? Heureusement ! Mais certains le sont. Qui ne sont jamais sanctionnés mais sont au contraire couverts par leur hiérarchie et par la justice en cas de pépin : à Lille, c'est la première fois qu'un policier est mis en examen pour « homicide volontaire » alors que jusqu'à présent, les policiers meurtriers n'étaient inculpés que de « violence volontaire avec arme » ou de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

On comprend, dans ces conditions le sentiment d'injustice qui révolte les jeunes, nourrit leur « haine des keufs » et les pousse à l'émeute quand l'un des leurs reste sur le carreau. Mais pour changer vraiment les choses, il faut comprendre. L'ennemi, ce n'est pas le

policier, sous-fifre envoyé sur le terrain pour servir de rempart aux privilégiés et les protéger contre les conséquences de ce qu'ils ont eux-mêmes produit. L'ennemi, celui qu'il faut se donner les moyens d'abattre, c'est un système où, pour que quelques uns aient tout, l'écrasante majorité ne doit rien avoir, ou juste de quoi survivre pour produire les fortunes accumulées par les privilégiés. Pour se défendre, les plus riches recrutent des hommes de main parmi les pauvres eux-mêmes, ils les arment et les revêtent d'un uniforme, créent des tribunaux et construisent des prisons dans lesquelles on enferme ceux que le désespoir ou la pauvreté ont fait basculer.

Et, finalement, tant que la guerre fait rage entre pauvres et pauvres enrôlés comme hommes de main des riches, les privilégiés sont tranquilles. Tout le monde vous le dira, pour abattre la bête malfaisante, c'est à la tête qu'il faut viser, c'est la société qu'il faut changer.

LA PAROLE EST A DES JEUNES DE DUNKERQUE ET DE LILLE :

Un jeune Français tué par un policier français d'origine italienne, polonaise ou on ne sait quoi).

Nous ne pouvons accepter de voir notre génération massacrée à coups de feu.

Une société qui laisse sur le carreau des jeunes qui devront la porter demain, c'est incompréhensible et révoltant.[...]

On est las de voir une minorité de flics jouer les caïds et de les entendre dire qu'ils sont les représentants de la loi.

On est las de voir certains politiques les couvrir et se cacher derrière leurs erreurs.

Nous accusons ceux qui refusent de nous former correctement avant de nous mettre sur le terrain.

Nous accusons ceux qui refusent d'aller sur le terrain qu'ils ont construit et sur lequel nous vivons aujourd'hui, nous, génération d'opprimés qui portons le poids de certains idéalistes perturbateurs qui ont fait de notre pays la France un pays de déprimés.

Nous, les jeunes des quartiers, nous avons des droits sur cette terre et notre devoir est de le faire savoir, et nous l'espérons avec intelligence.

Nous demandons que justice soit faite pour Riad, 23 ans, emploi-jeunes, avec un avenir et l'espoir de construire une famille, de pérenniser l'histoire de son père qui s'est dévoué corps et âme pour assurer une vie convenable à ses enfants en venant ici. Merci, la France ! [...]

Allez vous, Monsieur le Ministre " actuel " de l'Intérieur, reconnaitre qu'une minorité de vos troupes sont des " hors la loi " et qu'ils auront la peine qu'ils méritent, ce qui calmera peut-être nos cœurs blessés et nos esprits blasés de les voir devenir victimes et nous les coupables ?

LA REVOLUTION SELON LE BARON ANTOINE-ERNEST SELLIERE DU MEDEF.

On ne le savait pas, mais le Baron Sellière, président du MEDEF, le syndicat des patrons est un novateur, un de ces hommes rares qui font bouger la société, en un mot, un révolutionnaire, un vrai.

Estimant que la législation du travail en France n'évolue pas assez vite vers le degré zéro de protection des travailleurs et la toute puissance pour les employeurs, il s'est institué Grand Timonier de la réforme.

Il a donc entrepris de "révolutionner" le code du travail. C'est que les "entrepreneurs" -comme on dit parce qu'exploiteurs c'est pas poli- sont bien à plaindre. Ils sont bridés, emprisonnés même, dans des lois sociales qui les empêchent de donner toute leur mesure. C'est ainsi qu'on leur interdit, théoriquement, de vider n'importe quel salarié pif-paf, comme ça vite fait, "*Ta tronche me revient plus, tu dégages*". Comment embaucher quelqu'un dans ces conditions, lui presser le citron et ensuite le virer paisiblement pour prendre un plus jeune, moins payé et mieux formé.

Evidemment, ça n'empêche pas certains "entrepreneurs" de pratiquer le licenciement minute ou de jouer de l'intimidation ("Vous me donnez votre démission tout de suite ou je vous licencie sur le champ"), mais il y a toujours le risque de tomber sur un teigneux qui connaît ses droits et les fait respecter.

Reste l'intérim et les CDD, une affaire qui marche : 127 000 intérimaires en 1982, 447 000 en 1999, trois fois plus comme les CDD passés de 306 000 à 892 000. Mais, aux yeux du patron des patrons, ce n'est pas encore assez. La Révolution, vous dit-on : Toujours plus pour les "entrepreneurs". Et pour les salariés, toujours plus aussi... de précarité.

Voilà donc notre Génie du MEDEF en campagne pour l'égalité ! L'égalité des salaires ? Que tout le monde ait un revenu annuel égal au sien par exemple (7 millions par an). Pas du tout ! Ca, ce n'est pas de l'égalité, c'est de la démagogie ! Et Petit Père des patrons n'est pas un démagogue. Sa proposition à lui, c'est la précarité pour tous ! Il souhaite créer un contrat de travail révolutionnaire qui, s'il voit le jour, fera comme les algues toxiques de la Méditerranée : il envahira tout et fera crever le reste. Il s'agirait d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI)... d'une durée de cinq ans maximum ! Un contrat à durée indéterminée déterminée ! Il fallait oser ! Mais pourquoi pas, après tout, puisque maintenant la toute puissance patronale va jusqu'à inverser le sens des mots !

Cela dit, se payer la bobine de Sellière n'empêche de prendre la mesure du sale coup qui se prépare. Si ce nouveau contrat de travail voit le jour, ce sera un gigantesque bond en arrière: le retour à ce qu'on appelait autrefois le tacheronnage, interdit depuis l'entre-deux guerres. Les salariés se présentaient alors à l'embauche et, comme au marché aux esclaves, le patron (ou le contre-maître) décidait : "*Toi, tu travailles, tant de jours ou tant de semaines. Toi, tu rentres chez toi et tu reviens demain. Toi, inutile de revenir*". Les salariés étaient embauchés pour une tâche, un chantier ou une saison, puis, la "tâche" achevée, virés sans indemnités...

L'affaire concerne tous les salariés et les chômeurs. Mais aussi et peut-être d'abord les jeunes menacés d'esclavage. Le patron des patrons se prend pour Néron ! Alerte les bébés !

FAIS CE QU'ON TE DIT, NE FAIS PAS CE QU'ON FAIT !

« *Un syndicat, qu'est-ce c'est ? ça ne sert à rien, c'est comme la politique, moi, je ne m'occupe que de mes affaires, les autres, je m'en fiche* », entend-on souvent. Des idées que les patrons sont très contents de voir répandues parmi leurs salariés.

Parce que, pour ce qui les concerne, les patrons ont leur propre syndicat : le MEDEF. S'il ne s'appelle plus syndicat, c'est peut-être pour mieux laisser croire aux salariés que les syndicats, c'est mauvais. Le syndicat des patrons qui ne dit pas son nom se donne pourtant bel et bien pour but de défendre collectivement les intérêts patronaux face aux salariés et de trouver l'oreille, souvent complaisante, de l'Etat et du gouvernement.

Des salariés inorganisés face à des patrons organisés, c'est le meilleur moyen de se faire exploiter jusqu'au trognon, collectivement et individuellement !

LA PAROLE EST A JEAN-MICHEL (Etudiant à Saint-Denis)**MON SEJOUR CHEZ LES KEPIS POUR SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS**

A l'université de Saint-Denis, le lundi 27 mars, à 23H30, surgissait de derrière les haies, un contingent de C.R.S. casques, boucliers et matraques pour arrêter une centaine d'entre nous. Motif : séquestration de la présidence ; séquestration niée par des enseignants...et par le président lui-même.

La vraie raison est ailleurs : c'est un "délit" de réclamer la régularisation de tous et pas seulement au "cas par cas".

Après contrôle d'identité, les personnes présentes, sont menottées, poussées dans les cars pour l'ouverture d'une procédure judiciaire. Ensuite comme dans les meilleurs feuillets américains, c'est derrière une glace sans tain, que la direction de l'université collabore pour reconnaître les "meneurs". 31 d'entre nous (dont 9 sans-papiers) sont mis en garde en vue, les autres sont relâchés et organisent un rassemblement devant le commissariat de Saint-Denis lors de notre transfert dans divers postes de police. Là, c'est encore l'arbitraire puisque 4 resteront au gnouf avec les odeurs de merde, de pisse et de vomi, en plus de la lumière... qui empêche de dormir!

Durant ce séjour chez les keufs, on a pu aussi discuter avec des jeunes, arrêtés pour quelques grammes ou pour un mot plus haut que l'autre, ou bien, la palme, pour défaut de carte orange ...!

On sent bien qu'en tant qu'étudiants, on est un peu "privilegiés" et que les flics sont plus habitués à ceux qu'ils appellent les "petits délinquants" et qu'ils peuvent humilier pour les mater...

Libérés après 36 heures, nous laissons nos camarades de cellule d'un soir, un peu remontés par des chants révolutionnaires...

Le résultat, c'est malgré tout 4 camarades sans-papiers poursuivis par la justice et encore plus précarisés par un contrôle judiciaire mensuel jusqu'au procès.

Tout cela pour des papiers qui permettraient de manger, étudier, se loger ...bref tout simplement de vivre !